

RATP: une négociation "constructive", la CGT laisse les salariés juges

La CGT-RATP a déclaré qu'elle laisserait les grévistes et salariés "apprécier" la situation, tandis que FO a annoncé qu'elle maintenait ses préavis de grève, à l'issue de la première séance de négociation dans l'entreprise publique de transports parisiens mercredi.

Pour le PDG de la RATP, Pierre Mongin, cette réunion de 4H30 associant l'Etat, la direction de la RATP et les syndicats sur les mesures d'accompagnement de la réforme des régimes spéciaux de retraite, s'est déroulée dans un "caractère constructif", précisant que la prochaine réunion aurait lieu lundi. "Il n'y a plus aucune raison dans ces conditions de prolonger la grève actuelle que subissent nos usagers de la RATP", a-t-il estimé devant la presse.

Gérard Leboeuf (CGT-RATP) a indiqué que "les salariés apprécieront". "En tout cas, nous, on a fait le maximum", a-t-il ajouté, appelant les agents de la RATP à "tenir compte de l'opinion publique et à préserver leurs forces pour peser s'il faut sur les négociations".

Selon lui, les discussions ont permis d'apporter "trois réponses" : "le calendrier aborde l'ensemble des questions et il n'y a pas d'interdit", "le gouvernement est d'accord pour ne pas se borner au délai de négociation d'un mois sur les questions de pénibilité", et "dès lundi, le PDG de la RATP pourra faire des propositions sur l'intégration des primes dans le calcul de pensions".

"On espérait que le gouvernement et l'entreprise auraient des propositions concrètes, mais tout est flou, on maintient les préavis" de grève, a de son côté tranché Patrick Deckmyn, pour FO-RATP.

"C'était une réunion correcte: ni positive, ni négative", a commenté Thierry Babec, qui représente les conducteurs (la "traction") à l'Unsa-RATP. "En face, il y a une volonté de sortir du conflit et de l'autre côté, des syndicats prêts à jouer le jeu", a-t-il estimé.

"Un gouvernement qui jouerait la montre et ne tiendrait pas ses engagements prendrait le risque d'un nouveau conflit d'ici un mois", a-t-il mis en garde.

CGT, FO et UNSA devaient élaborer dans l'après-midi un communiqué commun.

Gwen Eslan, qui représente les non roulants à l'Unsa (les guichetiers notamment), qui sont non grévistes depuis le début du conflit, a "demandé solennellement aux agents de reprendre le travail", dénonçant "une situation apocalyptique" à la RATP.

Pour Jean-Louis Mousset (CFDT-RATP), "il était évident qu'aujourd'hui on ne pouvait pas obtenir de grosses avancées: c'était une entrée en matière".

"Les représentants de l'Etat ont répété les trois points non négociables: l'allongement à 40 ans de la durée de cotisation, la décote et l'indexation des pensions sur les prix", a-t-il indiqué.

"La seule avancée, c'est qu'on n'est pas dans une limite de durée" sur les négociations concernant les bonifications liées à la pénibilité, qui pourront durer plus d'un mois, a-t-il dit.

La CFDT et la CFE-CGC, qui ne sont plus dans la grève, se sont félicités du fait que les primes seront bien intégrées dans le calcul des pensions, ce qu'elles réclamaient toutes deux.

Sud-RATP, qui réclame le retrait de la réforme, ne participait pas aux négociations.